1966

Les vingt et une thèses sur les *Conditions du mouvement révolutionnaire congolais* furent achevées en juillet 1966 et sont restées inédites.

Conditions du mouvement révolutionnaire congolais

1 – Le mouvement révolutionnaire au Congo est inséparable d'une révolution africaine, laquelle est inséparable de l'abolition mondiale réelle de toute *division en classes*, division fondamentale d'une société étendue maintenant à toute la terre, et dont découlent toutes les oppositions entretenues de nations et de races. Ainsi, le mouvement congolais doit être fermement internationaliste, universellement ennemi de toute exploitation. Il doit reconnaître partout dans le monde ses amis et ses ennemis sur ce seul *critère réel*, et combattre toute illusion.

2 – Le mouvement congolais doit donc constater et critiquer l'état réel du monde, et des forces révolutionnaires dans le monde. Ces forces ont subi *un demi-siècle de déroute* après la défaite de la révolution russe : la saisie du pouvoir par une bureaucratie prétendue communiste, identifiée à *l'État* pour commander et exploiter le prolétariat russe. Cette bureaucratie a *liquidé* le mouvement ouvrier révolutionnaire existant alors

dans les pays industriellement avancés. Elle lui a imposé objectivement ce choix : réformisme au service du capitalisme national, ou domestication contre-révolutionnaire au service de la bureaucratie de Moscou.

3 – C'est parce que le mouvement révolutionnaire était ainsi vaincu dans les pays avancés, que les pays colonisés et semi-colonisés ont eu à combattre seuls l'impérialisme. Mais, le combattant seuls sur une partie seulement du terrain révolutionnaire total, ils ne l'ont repoussé que *partiellement*. En Chine, la lutte des paysans contre l'impérialisme américain, européen et japonais, n'a mené au pouvoir qu'une bureaucratie sur le modèle russe. C'est son retard sur l'industrialisation de la Russie qui l'oppose maintenant à la forme russe (ainsi que la suite des luttes d'intérêts *nationaux* des « grandes puissances ») ; et aucunement des divergences stratégiques révolutionnaires, qui ne sont que de cyniques impostures, comme le montre la politique de l'État chinois dans toutes les occasions où il croit trouver son profit.

4 – Là où l'impérialisme a su *modifier sa forme de domination* avant que la lutte des colonisés n'arrive à un choc armé victorieux, il est resté maître des pays « décolonisés ». Senghor ou Mba remplacent un gouverneur étranger, et on change un détail de l'uniforme des mêmes gendarmes, que les mêmes maîtres paient et organisent.

5 – Dans beaucoup de pays devenus officiellement indépendants, une classe dominante locale s'assure une certaine domination indépendante, mais pour *elle-même*. C'est une bourgeoisie mélangée de bureaucratie (les bureaucrates dirigeant l'État, l'économie, l'encadrement politique des masses). De Nasser à Boumedienne, de Soglo à Nkrumah, on peut voir les diverses voies de la formation d'une classe dirigeante *dans l'État*. La lutte des classes encadrée bureaucratiquement crée une direction séparée (Algérie, Ghana), qui pactise plus ou moins avec la bourgeoisie locale. Ou bien la bureaucratisation de la société où la bourgeoisie est trop faible vient de l'armée (Égypte). Ou bien les chefs traditionnels se saisissent de la nou-

velle bureaucratie d'État, et ainsi tendent à constituer une bourgeoisie, non par le travail productif, mais par le pillage organisé du pays. C'est alors une bourgeoisie qui *n'accumule pas*, mais qui *dilapide* – et la plus-value du travail local, et les subsides étrangers des États impérialistes qui sont ses protecteurs. Là où la bureaucratie comme telle constitue la classe dominante, elle accumule le capital, elle industrialise effectivement, mais suivant ses propres intérêts. Elle apparaît comme la *version sous-développée* de la vieille bourgeoisie européenne.

6 – Tous ces pouvoirs accumulent les mensonges, tous se disent socialistes. En cela aussi, ils sont une imitation sous-développée de la bureaucratie qui a vaincu le mouvement ouvrier en Europe. Le mouvement révolutionnaire au Congo comme partout, doit dire la vérité, ce qui revient à dire : *abolir tout pouvoir séparé de la société*, car là est la racine de l'idéologie, c'est-à-dire du mensonge. Il faut dénoncer et transformer la réalité mondiale présente, sans aucune réserve.

7 – N'est sous-développé que celui qui accepte l'image du développement *de ses maîtres*. Mais le seul développement humain universel est justement l'abolition des maîtres, la société sans classes. Le mouvement congolais ne peut reconnaître aucune valeur positive aux formes sociales des anciens colonisateurs, ni aux formes de nouvelle exploitation bureaucratique de ceux qui *parlent* de leur libération selon la voie russe ou chinoise. Il faut comprendre que *les colonisateurs ont été eux-mêmes colonisés* : chez eux, dans leur propre vie, avec toute cette puissante activité des sociétés industrielles qui se retourne à tout moment comme une force ennemie contre les masses de travailleurs qui la produisent, qui ne la maîtrisent jamais et sont au contraire toujours maîtrisés par elle. Il faut comprendre aussi que *les libérateurs, du genre chinois, doivent être eux-mêmes libérés*. Le mouvement révolutionnaire réel en Afrique, comme dans le reste du monde, les aidera pour cette libération. Il lui faut d'abord admettre qu'*il n'a rien à respecter de ce qui existe*.

8 – Le défaut de tout gouvernement révolutionnaire africain – y compris celui de Lumumba – c'est qu'il devient *indépendant*

des masses de son propre pays bien avant d'être effectivement indépendant de l'étranger. L'État est en Afrique un article d'importation. En entrant dans l'État, le mouvement révolutionnaire se sépare toujours des masses qu'il prétend représenter ; mais sans l'activité libre de ces masses le pays ne peut aucunement reconstruire et défendre une nouvelle forme de société libre, contre tous les exploiteurs étrangers qui utiliseront leurs forces pour maintenir l'oppression qui leur est utile.

Patrice Lumumba (1925-1961). Premier ministre du Congo à son indépendance en 1960, il sera assassiné l'année suivante à la suite du coup d'État de Mobutu perpétré avec la complicité des compagnies minières du Katanga et de l'armée belge, appuyées par les États-Unis.

9 – Une classe dirigeante au Congo (et la possession de l'État est la base sociale suffisante d'une telle classe) sera toujours elle-même dominée par l'étranger : soumise aux buts de l'industrie mondiale. Le Congo est *trop riche* pour être abandonné par l'exploitation étrangère (voir l'usage des minerais du Kivu et du Katanga pour « l'industrie spatiale » américaine). L'avance et le retard des zones économiques du monde sont profondément imbriqués, chaque terme maintient l'autre. Toutes les formes d'exploitation possible seront donc essayées successivement par diverses puissances ; et les Congolais ne seront jamais abstraitement « maîtres chez eux » (comme les *citoyens* anglais ou italiens dans leur illusion politique) avant de devenir réellement *maîtres d'eux-mêmes*. Pour avoir l'indépendance, il leur faut *être* libres effectivement.

10 – L'échec de Lumumba n'est pas l'échec du primitivisme de l'État au Congo, mais au contraire l'échec de la meilleure volonté d'État possible, animée de la plus authentique passion de l'indépendance. Il était trop tard dans le monde pour le jacobinisme, le volontarisme de l'État. L'État est le piège où l'on a pris Lumumba. Il a découvert que le gouvernement, pour un Congolais radical, n'est qu'un rôle sans force effective. Lumumba croyait gouverner, et ne pouvait que *dire* ses intentions. Et pour ce qu'il a dit, on l'a tué sans qu'il puisse se défendre. Les successeurs de Lumumba détruiront l'État, en souvenir de ceci.

Joseph-Désiré Mobutu (1930-1997). Chef d'état-major en 1960, il renverse le gouvernement de Patrice Lumumba et le livre à ses ennemis. Il prend le pouvoir en 1965 et en sera chassé en mai 1997, peu de mois avant sa mort en exil.

11 – Le pseudo-nationalisme de Mobutu n'est qu'une démagogie d'un domestique de l'étranger, à qui ses maîtres conseillent de *jouer au maître*. Il change les noms des villes du Congo, il n'en change pas *les propriétaires*.

12 – La lutte armée qui n'a été repoussée, en 1964, que par l'intervention ouverte des forces belges et américaines, venues au secours des *mercenaires permanents* de la nouvelle colonisation, n'a pas su s'organiser comme mouvement révolutionnaire aussi bien qu'elle a su combattre. Elle n'a pas compris l'expérience de Lumumba. Elle a donné le pouvoir autoritaire à des chefs qui (à l'exception de Pierre Mulele) ont eux-mêmes *joué au gouvernement* ; et qui n'ont pas compris la nature des gouvernements qui prétendent les soutenir. Finalement, ils se sont divisés en exil. Ils ont divisé un pouvoir qui était déjà *séparé* de la base congolaise en lutte. Ils ont commencé les mauvais jeux de l'État avant même d'avoir conquis leur État.

Pierre Mulele (1929-1968). Ancien ministre de l'Éducation de Patrice Lumumba, il mène une guérilla contre le régime de Mobutu. Il sera lui aussi assassiné, et comme Lumumba, son corps ne sera jamais retrouvé.

13 – Le but du mouvement révolutionnaire congolais est *l'autogestion*, celle qui est apparue sous une forme limitée après la première victoire de la révolution algérienne, et que le pouvoir de Boumedienne combat âprement. L'autogestion doit être réalisée totalement. Elle est partout la seule garantie d'indépendance. C'est elle, et non l'État centralisateur, qui devra dépasser le tribalisme. Depuis Lumumba, que le tribalisme a contribué à désarmer, d'une part l'émigration vers la vie urbaine a augmenté la proportion de la population qui se trouve sur une base de vie détribalisée (par exemple, la disparition de la domination bakongo à Kinshasa). D'autre part et surtout, chaque représentant des tribus est devenu un homme de l'État. Ainsi la représentation s'est détachée de sa base tribale – elle lui est devenue étrangère ; elle doit apparaître comme étrangère.

14 – Les travailleurs des villes devront s'organiser en Conseils, qui détiendront à jamais la totalité du pouvoir. Leurs délégués – qui doivent être révocables à tout instant par la base qui les mandate – et ceux des campagnes devront créer une communication permanente, qui sera facilitée par le fait que l'autogestion des travailleurs n'aura pas à imposer un quelconque rythme de développement pour rattraper quelque modèle étranger, mais aura le pouvoir de créer librement toute la vie sociale à partir de la base existante. Si les travailleurs congolais possèdent *directement* leur propre force de travail et *toutes les res-*

sources industrielles du pays, ils peuvent fort bien décider une chute relative de la production.

15 – La question du développement économique ne pourra alors être posée qu'à partir de la liberté de choix ; et dans le cadre de la lutte révolutionnaire mondiale. Il est évident que la part de surtravail placée à la disposition d'une délégation centrale des Conseils devra être employée en priorité à la défense de la situation révolutionnaire existante, donc au soutien de sa propagation dans toute l'Afrique, et partout dans le monde où elle apparaîtra sur le même modèle.

16 – L'organisation des révolutionnaires congolais conséquents, qui défendent ces principes, doit être elle-même conçue en fonction de tels principes. Elle ne doit reconnaître aucune « élite » et s'apprêter à combattre toute élite sociale qui voudrait se constituer à partir d'elle. Elle refuse toute séparation entre travailleur manuel et intellectuel ; et elle soutiendra absolument *l'égalisation radicale des niveaux de vie*, la démocratie directe en elle et autour d'elle. Elle se proposera d'organiser d'abord les travailleurs des villes, et d'employer les formes modernes de luttes économiques et politiques (grèves, soulèvements urbains). Elle condamne absolument la *représentation parlementaire*, comédie en Europe, et comédie pire en Afrique.

17 – Le mouvement révolutionnaire congolais doit être dans les masses non seulement le modèle d'organisation, mais le *modèle de la cohérence* de ce qu'elles veulent, en sachant montrer toutes les conséquences de ce qui s'affirme spontanément. Le socialisme en Afrique doit certainement s'inventer lui-même complètement, non parce que *c'est l'Afrique*, mais parce qu'il n'existe encore nulle part ailleurs ! Aussi, il n'a pas à se définir en tant que *socialisme africain*.

18 – Ce mouvement doit déclarer qu'il veut la *déchristianisation totale* du pays dans les plus courts délais, et sans retour. La religion est partout une aliénation. Mais en Afrique c'est une aliénation importée ; donc une force *doublement étrangère*. Elle est d'autant plus fragile. Elle se dissoudra facilement.

19 – L'enthousiasme des Congolais en 1960, ce qui a été appelé leur folie, le désir de changer la vie, a été le côté révolutionnaire dans le mouvement d'indépendance ; et la participation à la prétendue rationalité étatique a été au contraire son illusion et son échec dérisoire. Le mouvement révolutionnaire congolais ne doit pas briser toute communauté pour industrialiser une société d'individus séparés ; mais au contraire il doit réaliser la communauté à un degré supérieur, plus large et plus riche. Il considère que la fête, le repos, le dialogue et le jeu sont les principales richesses de sa société. Il veut développer de telles valeurs, et les propose comme exemple aux révolutionnaires des pays techniquement avancés.

20 – Le mouvement révolutionnaire congolais ne doit pas cacher que, victorieux, il ne déposera jamais les armes avant la libération totale de l'Afrique du Sud, par le boycott, le blocus ou la guerre. Autant il se déclare prêt à accueillir fraternellement les révolutionnaires de tous les pays, autant il exige que le reste du monde dit civilisé se prépare dès maintenant à recevoir la minorité raciste sud-africaine, qui ne pourra en aucun cas espérer rester innocemment dans le pays qu'elle a totalement asservi. Sa *dispersion* sera manifestement la seule chance de sa survie.

21 – Le mouvement révolutionnaire congolais aujourd'hui ne se place pas dans l'histoire de la négritude, mais il entre dans *l'histoire universelle*. Il est une partie du prolétariat révolutionnaire qui va remonter vers la surface de tous les pays. Comme tel, il doit combattre Johnson et Mao. Il doit venger Lumumba et Liebknecht, Babeuf et Durruti.